



Jérôme Chartier  
Député UMP du Val d'Oise

Diplômé de sociologie et de linguistique, licencié en administration publique, maîtrise en sciences politiques, diplômé de l'ESSEC, diplômé de la Chaire d'économie urbaine.

En novembre 1993, il commence sa carrière professionnelle comme chef de projet puis directeur de mission dans une société de conseil.

En juin 2001, il crée avec des partenaires une société holding de participations, dont il revend ses parts lors de son élection à l'Assemblée nationale en juin 2002.

En juin 1995, il est élu à 28 ans maire de Domont, et la même année président du syndicat mixte d'études et de programmation de l'Ouest de la Plaine de France. En juin 2002, il est élu député de la 7<sup>ème</sup> circonscription du Val d'Oise. Membre de la commission des finances, il est nommé rapporteur des crédits du budget du ministère de l'Intérieur.

Le 10 mai 2007, lors d'une réunion publique à la salle des fêtes de Domont, Jérôme Chartier a annoncé qu'il présentait sa candidature à l'élection législative dans la 7<sup>ème</sup> circonscription du Val d'Oise.

En octobre 2005, il publie *Le lifting de Marianne, 50 propositions pour moderniser la vie politique française* (l'Archipel). Il organise au sein de cet ouvrage un débat sur ses propositions auquel participent Roselyne Bachelot, Alexandre Jardin, André Santini, Christophe Girard et Michel-Edouard Leclerc.

## Biographie détaillée

Né le 14 novembre 1966 à Paris. Marié le 30 octobre 2004 à Stéphanie Von-Euw, il est le père de deux enfants, Mathilde, née le 13 octobre 1993 et Théodore, né le 29 novembre 1995.

**De 1986 à 1992**, il progresse dans son parcours universitaire. Il est diplômé de sociologie et de linguistique, licencié en administration publique, maître es sciences politiques, diplômé de l'ESSEC, diplômé de la Chaire d'Economie Urbaine.

**De 1989 à 1992**, il travaille à temps partiel au Sénat comme assistant parlementaire puis comme secrétaire du groupe des sénateurs non-inscrits.

**En décembre 1992**, après l'Ecole de Formation des Officiers, il intègre la Direction du Renseignement Militaire en tant qu'officier-analyste à l'Etat-Major. Il est aujourd'hui capitaine de réserve à l'état-major de la direction générale de la gendarmerie nationale.

**En novembre 1993**, il commence sa carrière professionnelle comme chef de projet puis directeur de mission dans une société de conseil.

**En juin 1995**, il est élu à 28 ans maire de Domont, et la même année président du syndicat mixte d'études et de programmation de l'Ouest de la Plaine de France.

**En juin 1998**, il devient manager opérationnel au sein d'une société de management et de prise de participations.

**En juillet 1998**, il devient secrétaire départemental du RPR pour le Val d'Oise, 10<sup>ème</sup> fédération de France en nombre d'adhérents.

**En mars 2001**, il est réélu maire de Domont au premier tour avec plus de 60% des suffrages.

**En juin 2001**, il fonde avec des partenaires une société holding de participations, dont il cède ses parts en juin 2002, lors de son élection à l'Assemblée nationale.

**En décembre 2001**, il est élu président de la communauté de communes de l'Ouest de la Plaine de France.

**En juin 2002**, il est élu député de la 7<sup>ème</sup> circonscription du Val d'Oise. Membre de la commission des finances, il est nommé rapporteur des crédits du budget du ministère de l'Intérieur.

**En novembre 2002**, il participe à la création de l'union pour un Mouvement Populaire et prend en charge la responsabilité de la création des Fédérations Professionnelles. Elles rassembleront 8 500 adhérents au sein de 23 fédérations couvrant tous les domaines d'activité.

**En décembre 2002**, il est élu président départemental de l'UMP, et réélu en 2006.

**En juillet 2003**, il crée le Groupe d'études pour la modernisation de la vie politique qu'il préside. Il rassemble 112 députés de tout bord qui réfléchissent sur les améliorations à apporter sur le fonctionnement de la vie politique française.

**En décembre 2003**, il relance le cycle des Entretiens de Royaumont à l'Abbaye de Royaumont, qu'il préside depuis. Les « Entretiens » se réunissent depuis une fois par an et donnent l'occasion à 300 participants de débattre d'un sujet qui a fait l'actualité de l'année écoulée et qui mérite une nouvelle lecture plus approfondie.

**Le 21 avril 2004**, deux ans après le 21 avril 2002, il présente au président de l'Assemblée nationale 15 propositions pour moderniser la vie politique française, qu'il présente à titre personnel mais qui sont le fruit d'une année de réflexion du groupe d'études.

**En juin 2004**, il devient rapporteur des crédits du budget des affaires étrangères. A ce titre, il lance trois chantiers d'envergure : le premier sur l'immobilier de l'Etat à l'étranger, le second sur le fonctionnement et la coordination des services de l'Etat à l'étranger, le troisième sur les conditions de délivrance des visas Schengen par l'Etat français.

**En mars 2005**, il est le rapporteur pour la commission des finances du projet de loi « sauvegarde des entreprises ».

**En septembre 2005**, il est chargé par François Fillon d'une mission parlementaire sur l'enseignement supérieur privé. Parmi ses propositions, l'une a permis la déduction fiscale des intérêts des emprunts contractés pour le financement des études supérieures, en vigueur depuis la Loi de Finances pour 2006.

**En septembre 2005**, il est élu Président du Conseil d'orientation du Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, créé en 1983 par André Santini et Alain Richard. Ce Centre de réflexion, de formation et d'organisation d'événements rassemble 250 collectivités de tout bord politique parmi les plus importantes de France. Pour s'y consacrer, il quitte ses responsabilités de secrétaire général adjoint à l'UMP et demeure membre de la commission exécutive.

**En octobre 2005**, il publie *Le lifting de Marianne, 50 propositions pour moderniser la vie politique française* (l'Archipel). Il organise au sein de cet ouvrage un débat sur ses propositions auquel participent Roselyne Bachelot, Alexandre Jardin, André Santini, Christophe Girard et Michel-Edouard Leclerc.

**En janvier 2006**, il lance la convention pour la Vème République, afin de marquer son attachement à la constitution initiée par le Général de Gaulle, et capable d'évoluer avec son temps.

**En juillet 2006**, il publie un rapport de la mission d'évaluation et de contrôle de l'Assemblée Nationale sur la gestion des services de l'Etat à l'étranger.

**En novembre 2006**, il publie un rapport sur les conditions de délivrance des visas Schengen, qui conduit au lancement d'une mission de réforme dont les conclusions furent rendues en janvier 2007 et qui ont entraîné des modifications profondes sur le fonctionnement des services des visas.

**En janvier 2007**, il s'engage activement dans la campagne présidentielle jusqu'à son terme et reporte tout engagement ainsi que toute annonce pour sa propre campagne à la fin de l'élection présidentielle qui se conclue le 6 mai par l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la république française. Pour la seule circonscription, il réalise un score de 57,2 %, soit 4 points au-dessus de la moyenne nationale et 5 points au-dessus de la moyenne départementale.

**Le 10 mai 2007**, lors d'une réunion publique à la salle des fêtes de Domont, Jérôme Chartier a annoncé qu'il présentait sa candidature à l'élection législative dans la 7<sup>ème</sup> circonscription du Val d'Oise.